

Chapitre I

I -Politique d'emploi : définition et typologie

1. Définition :

- **le modèle de Pissaridès :**

Que signifie le terme de « politique de l'emploi ». La définition la plus générale et la plus pertinente à nos yeux est alors la suivante : c'est «**l'ensemble des interventions publiques sur le marché du travail, visant à en améliorer le fonctionnement et à diminuer les déséquilibres qui peuvent y apparaître** » (Gautié1993).

Cette définition a en effet le mérite d'appuyer deux points importants lorsque l'on veut aborder sereinement la question des politiques de l'emploi.

Premièrement, parler d'interventions publiques luttant contre les « déséquilibres » sur le marché du travail permet de dépasser l'éternelle question de la lutte contre le chômage. Une politique de l'emploi n'a pas en soi un objectif de lutte contre le chômage. Ce n'est que lorsque le chômage est le problème principal sur le marché du travail, par pénurie de demande de travail, que les politiques de l'emploi peuvent se voir assigner cet objectif global.

Deuxièmement, parler des interventions publiques « sur le marché du travail » permet de distinguer les politiques de l'emploi « politiques pour l'emploi » qui sont une catégorie plus générale et qui se définissent comme l'« ensemble des politiques publiques visant, à titre principal et secondaire, à agir sur le niveau et la quantité de l'emploi » (Freyssinet 2006). Cette distinction a pour but de rappeler que les mécanismes économiques jouant sur un marché dépassent bien souvent le cadre de ce seul marché. On ne peut ainsi comprendre le marché du travail qu'en regard des marchés des biens et de services ou des marchés financiers. Les « politiques pour l'emploi » peuvent ainsi être déployées sur n'importe quel marché tandis que les « politiques de l'emploi » n'ont lieu que sur le marché du travail. Une analyse des « politiques de l'emploi » doit donc se restreindre à l'analyse des interventions publiques portant uniquement sur le marché du travail mais sans chercher à réduire l'objectif de ces interventions à la lutte contre le chômage.

- **le fonctionnement de la politique d'emplois :**

On voit selon la définition retenue qu'une politique de l'emploi peut avoir deux rôles. Dans un premier temps, les politiques de l'emploi portent sur l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. En parlant de fonctionnement, on s'intéresse alors, en tant qu'économiste, à la question de la circulation des flux sur le marché et des conditions de la découverte de l'équilibre. La question posée est essentiellement une question de dynamique économique. Dans un deuxième temps, les politiques de l'emploi portent sur la réduction des conséquences liées aux déséquilibres sur le marché du travail. On s'intéresse alors à une question de statique qui se rapporte aux conditions des défavorisés sur le marché du travail. Cette distinction renvoie à celle que l'on retient habituellement à l'heure actuelle lorsque l'on parle des politiques de l'emploi (luttant contre le chômage), celle entre les politiques actives et les politiques passives :

- **Les politiques actives :** On peut définir dans un premier temps les politiques actives comme les politiques qui « luttent directement contre le rationnement des emplois en aidant à la préservation d'emplois existants, à la promotion de nouveaux emplois et à l'adaptation de la main-d'oeuvre aux besoins de l'économie » (Gautié 1993).
- **Les politiques passives :** les politiques passives agissent en fonction de l'état du marché du travail et « atténuent directement les effets du rationnement sur le marché du travail en apportant une aide sociale ou en essayant de limiter la population active » (Gautié 1993).

Bien que la distinction entre des politiques actives portant sur les dynamiques du marché du travail et des politiques passives portant sur sa statique soit pertinente scientifiquement, elle rend difficile la compréhension précise de toutes les politiques de l'emploi en matière de mécanisme économique.

2. Grands types de politiques de l'emploi :

L'analyse, idéalement exhaustive, des politiques de l'emploi implique alors de choisir un cadre de référence, pour nous le modèle de Pissaridès (1990), et d'en tirer différentes catégories de politiques influant sur le taux de chômage. On peut alors s'intéresser à trois grands types de politiques de l'emploi :

- **qui portent principalement sur l'appariement sur le marché du travail :**

Les politiques de l'emploi qui portent principalement sur l'appariement sur le marché du travail.

Deux sous-catégories de politiques de l'emploi s'attaquent à l'appariement sur le marché du travail.

Dans un premier temps, on peut parler de tout ce qui concerne la dynamique sur le marché du travail. A cet égard, la principale politique est la *protection de l'emploi* et tout ce qui existe pour l'alléger, donc le temps partiel et les contrats à durée déterminée. On se contentera d'exposer dans ce dossier les effets de la protection de l'emploi.

Cela nous conduira dans un deuxième temps aux politiques jouant moins sur la dynamique générale des flux que sur la meilleure adéquation de l'offre à la demande au sein de chaque flux. On s'intéressa ici principalement aux *effets de la formation*.

➤ **La protection de l'emploi :**

L'objectif à la base de la protection de l'emploi est triple :

1° le premier objectif sur lequel repose les deux autres, c'est l'idée de responsabiliser les entreprises dans leur comportement à l'égard de l'ensemble des salariés ;

2° le deuxième est alors de stabiliser l'emploi pour les salariés ;

3° le troisième objectif est celui de sécurité de l'emploi et est souvent compris comme un corollaire du deuxième objectif en reposant sur l'hypothèse qu'un emploi stable est le meilleur moyen d'assurer à tous l'obtention d'un emploi.

Ce qui est donc recherché, c'est d'assurer l'emploi, de minimiser le chômage et d'éviter les transitions "abusives" sur le marché du travail et tout ceci par la responsabilisation des entreprises à l'égard du collectif des travailleurs. Cette idée est finalement très marquée historiquement par son optimisme.

➤ **La formation :**

On s'attaque dans cette partie à l'ensemble des politiques chargées de modifier les compétences de l'employé afin de lui permettre de retrouver un emploi ou de conserver son emploi actuel. Tel est en tout cas l'objectif actuel des politiques de formation. Mais on ne doit pas oublier que la formation est en fait surtout un effet visant à ajuster les compétences des employés, de sorte qu'une véritable politique de formation conduit également à une augmentation des salaires des individus ciblés. Si une telle augmentation n'est pas observée dans un cas ou un autre, nous pouvons alors conclure que la formation dans ce cas précis a surtout pour but de lutter contre le chômage sans prise en compte véritable de l'effet sur la productivité individuelle.

- **qui portent principalement sur les salaires.**

La première question que l'on doit alors se poser, c'est de voir dans quelle mesure les pouvoirs publics peuvent agir sur les salaires. La première chose que peut faire un gouvernement, c'est de décider si les salaires doivent être dirigés plutôt par l'Etat ou par les partenaires sociaux. Il s'agit alors de questions institutionnelles portant sur la portée des négociations collectives (sur le salaire minimum ou non, sur les grilles de salaires ou non) et sur leur niveau d'effectuation (entreprise, branche, national). Nous n'aborderons pas cette question directement. La deuxième chose que peut faire le gouvernement, c'est de jouer sur les salaires en faisant varier les instruments de taxation. En réalité, derrière le salaire versé par les entreprises se cachent différentes choses. Premièrement, il y a toutes les taxes payées par l'entreprise et qui font la différence entre le salaire brut et le salaire net. Deuxièmement, il y a la différence entre le salaire net perçu par l'employé et ce qu'il peut réellement consommer en raison des différentes taxes qui l'affectent et du niveau des prix. De sorte qu'entre le salaire payé par les entreprises et le montant total pouvant être dépensé par les employés il y a toute une marge que l'on nomme **le coin fiscal** ("taxe wedge").

3- Une problématique aux multiples aspects :

a) La problématique des politiques de l'emploi :

La politique de l'emploi ne se limite pas à la lutte contre le chômage, mais s'interroge plus généralement sur l'analyse de la situation du marché du travail.

Marché du travail : lieu de confrontation entre d'une part, les offres d'emplois émanant des entreprises et d'autre part les demandes de travail émanant des individus.

Si les offres d'emplois sont égales aux demandes d'emploi, alors le marché est en situation de plein emploi, ce qui signifie d'une part, que les entreprises peuvent satisfaire leurs besoins en main d'œuvre, et d'autre part que la force de travail disponible est pleinement employée.

La politique de l'emploi agit sur ces deux aspects et cherche donc à faire coïncider l'offre et la demande de travail afin de tenter d'assurer le plein emploi.

Comme tout sujet portant sur le facteur travail (cf. chapitre relatif au facteur travail), la réflexion sur le marché du travail peut se faire autour de deux axes :

❖ ***Un aspect quantitatif*** : le chômage a pour origine une insuffisance des offres d'emploi par rapport à la demande exprimée par les individus.

❖ ***Un aspect qualitatif*** : qui renvoie à la notion d'employabilité de la main d'œuvre, et qui considère que le chômage provient en partie de la non adéquation entre les offres d'emploi et les demandes d'emplois (problèmes de qualification...).

b) Les différents moyens de mener une politique de l'emploi :

D'un point de vue général, l'Etat intervient via les politiques économiques qu'il met en place pour assurer et pérenniser une croissance économique durable et équilibrée. Ainsi, l'Etat dispose d'un certain nombre de moyens pour agir directement ou indirectement sur le marché du travail :

❖ **L'outil budgétaire** : l'Etat peut soutenir l'activité économique en pratiquant une politique budgétaire de type contra-cyclique (*Exemple* : politique de grands travaux...).

❖ **L'outil juridique** : l'Etat encadre le fonctionnement du marché du travail de manière plus ou moins directe (*Exemple* : autorisation administrative de licenciement...).

❖ **L'outil fiscal** : l'Etat peut favoriser l'utilisation du facteur travail au détriment du facteur capital (*Exemple* : baisse des charges sur les salaires...).

❖ **L'outil éducatif** : l'Etat agit sur l'employabilité de la main d'œuvre au travers de la formation des individus.

❖ **Autres outils** : L'Etat agit selon une orientation générale de lutte contre le chômage (*Exemple* : emplois-jeunes, réduction du temps de travail...).

c) Une approche à diverses facettes :

D'une manière générale, la politique de l'emploi mise en place par les pouvoirs publics visent à agir selon des axes différents, ce qui explique la diversité des actions engagées. On distingue :

❖ **Action conjoncturelle / action structurelle** : une action conjoncturelle cherche à compenser une baisse temporaire de l'activité économique alors qu'une action structurelle cherche à modifier en profondeur le fonctionnement du marché du travail.

❖ **Action sur l'offre / action sur la demande** : une action centrée sur l'offre de travail vise à rendre la croissance économique riche en emplois, alors qu'une

action sur la demande cherche à réduire la quantité de travail disponible dans une économie ou à l'adapter à l'offre.

❖ *Action directe / action indirecte* : l'action directe de l'Etat sur le marché du travail s'accompagne d'actions indirectes mais dont les buts recherchés visent à améliorer la situation de l'emploi.

❖ *Action passive / action active* : l'action passive se contente de réagir au phénomène du sous-emploi en limitant la quantité de main d'œuvre inemployée alors qu'une politique active vise à prévenir toute situation de sous-emploi en agissant en amont du phénomène.

II –historique des politiques d'emplois au Maroc :

Avant 2000 : le Rapport de la Banque Mondiale sur le Maroc.

Programme et défaillances des politiques économiques.

La faible croissance au Maroc est une question centrale du programme de développement du pays, Dans les années 60, la performance régionale de croissance économique par habitant Dans les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) était la plus élevée au monde avec une moyenne d'environ 5 pour cent par an. Le Maroc arrivait en deuxième position, après l'Arabie Saoudite. Cet avantage a été perdu dans les années 80 et, au cours des années 90, le Maroc s'est retrouvé classé dernier de la région MENA avec une moyenne de 2,5 pour cent. La reprise a démarré entre 2000 et 2004, grâce aux bonnes saisons agricoles et à d'importants efforts de stabilisation et des politiques structurelles. Le Maroc a retrouvé des taux moyens de croissance de 4 pour cent, qui restent cependant insuffisants pour réduire la pauvreté et le chômage de façon significative.

L'accélération de la croissance est nécessaire pour réduire le chômage. La croissance de la population active marocaine se maintient à plus de 3 pour cent par an alors que le taux de chômage officiel stagne à 11 pour cent. La réduction du chômage exigera que la croissance économique franchisse le seuil des 6 pour cent par an et ce, sur plusieurs années. Sans ce type

de croissance, la pauvreté ne pourra pas reculer et les tensions socio-politiques vont croître. Le rythme des réformes s'est ralenti au cours des années 90 et la croissance annuelle moyenne a baissé jusqu'à environ 3 pour cent. Depuis 2001, le rythme des réformes s'accélère, la croissance est entrée dans un cycle d'expansion et le chômage baisse. C'est une amélioration significative, mais insuffisante pour répondre aux attentes de la population et si elle n'est pas sensiblement activée, une crise sociale pourrait s'ensuivre.

La problématique de croissance au Maroc reste une énigme. Le pays dispose pourtant d'atouts significatifs laissant présager des résultats élevés en termes de croissance: sa position géographique privilégiée, ses progrès notables en termes de stabilité des prix, la réduction de sa dette publique, le renforcement de son système financier, l'amélioration des infrastructures, la réforme de l'éducation et la relance du tourisme et de la privatisation. Le pays dispose, de plus, d'une très bonne image auprès des agences internationales de notation de risque qui reconnaissent sa stabilité politique et sociale.

Comment se fait-il donc qu'un pays qui dispose de tant d'avantages et qui s'est engagé dans tant de réformes ne puisse pas accélérer son taux de croissance? Cette étude cherche à répondre à ces questions fondamentales. Le Maroc n'est pas le seul pays dans cette situation. Des études précédentes démontrent que sur 83 pays ayant adopté des processus de libéralisation économique similaires entre 1960 et 2000, 20 pour cent seulement ont ensuite bénéficié de périodes de croissance rapide. Les mêmes études démontrent aussi que des périodes de croissance rapide ne sont pas nécessairement liées à des réformes, mais à des changements ciblés éliminant un certain nombre de contraintes à la croissance. Si les réformes sont donc fondamentales, elles ne permettent pas de garantir une croissance rapide: ceci relève plutôt d'une identification pertinente des contraintes majeures. De même, se limiter aux réformes en cours et se reposer sur les conditions externes favorables représenterait un pari risqué pour le Maroc, et il faut encore envisager de nouveaux efforts.

Ce Étude tente d'identifier les contraintes majeures qui freinent la croissance au Maroc. La méthodologie est innovante, intitulée "diagnostic de croissance;" elle est spécifique à chaque pays et s'appuie sur une vaste évaluation, ses politiques sont sélectives et hétérodoxes, dans la mesure où elle suggère des politiques volontaristes notamment dans les domaines de la diversification productive et de la stimulation de la compétitivité de l'économie. Ainsi, le profil

unique des réformes requises pour le Maroc diffère-t-il des recommandations classiques qui donnent le même poids aux multiples réformes à entreprendre simultanément.

Le rapport établit un diagnostic central. L'économie marocaine souffre d'un processus de

transformation structurel trop lent pour obtenir une croissance plus forte, notamment dans le domaine des exportations qui doivent faire face à des chocs externes défavorables de la part des pays concurrents sur les principaux marchés ciblés par les exportations marocaines. Ce processus de «diversification productive» requiert que le Maroc accélère sa mutation vers une production à haute valeur ajoutée aux dépens de ses produits à faible valeur et qu'il développe sa compétitivité. L'expérience internationale montre que ce n'est pas la quantité exportée mais le choix de ce que l'on exporte qui compte le plus pour obtenir une solide performance économique.

Quatre défaillances des politiques économiques ont été identifiées comme les contraintes majeures à la croissance pour le Maroc: un marché du travail rigide; une politique fiscale qui crée une charge trop élevée sur les entreprises et représente un handicap pour le recrutement du capital humain le plus qualifié; un régime de change à parité fixe qui a permis certes de retrouver la stabilité des prix, mais qui ne favorise pas la compétitivité internationale du pays étant donné les rigidités existantes sur le marché du travail; et un biais anti-exportations, caractérisé par un niveau de protectionnisme encore très élevé malgré les récents progrès marqués par des réductions tarifaires et la signature de plusieurs accords de libre échange (ALE).

Parallèlement à ces contraintes, trois défaillances du marché responsables de la faiblesse de la croissance ont également été identifiées: des défaillances d'information qui facilitent la violation des droits de propriété et réduisent donc la rentabilité des investissements dans de nouvelles activités productives; des défaillances de coordination entre le secteur public et le secteur privé; des défaillances de formation qui placent le pays parmi ce qui ont le plus bas niveau de formation dans les entreprises. Ces trois contraintes contribuent à réduire la compétitivité et à décourager l'innovation.

L'État marocain et les entrepreneurs sont pleinement conscients de l'urgence d'une nouvelle Stratégie de croissance pour le Maroc. L'élément central du programme du gouvernement sera le Programme Émergence annoncé en décembre 2005. En outre, une initiative pour l'emploi a été lancée en septembre 2005. Les deux décisions font implicitement partie du projet de Nouveau pacte pour la croissance et l'emploi du Maroc et représentent des étapes très positives, allant dans la bonne direction.

En complément de ces efforts si appréciables, et conformément à son approche ciblée, le CEM propose une série de politiques sélectionnées pour encourager la diversification productive et stimuler la compétitivité. Il faut tout d'abord un leadership politique des autorités du pays au plus haut niveau, avec un conseil de coordination de haut niveau présidé

par l'autorité la plus haute du pays et s'appuyant sur une participation active du secteur privé. Ensuite, une série de mesures à court terme est proposée: le maintien du salaire minimum à niveau constant; la préparation et la mise en oeuvre d'une réforme neutre de modernisation fiscale avec une réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et du taux d'imposition de l'IGR, accompagnée d'une simplification de la taxe sur la valeur ajoutée ; une transition progressive vers un régime de taux de change flexible; l'accélération de la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour faire face aux défaillances du marché. Elles comprennent l'adoption d'une série de mesures fiscales incitatives s'adressant aux nouvelles activités productives, aussi transversales que possible et aussi sectorielles que nécessaire; des modalités de sélection des nouvelles activités recevant des incitations compétitives, transparentes et responsables; des droits de propriété renforcés; et des incitations additionnelles de formation par les entreprises. Il conviendrait aussi de recourir autant que possible aux contrats-programmes pour encourager la discipline et la transparence.

Le CEM a également retenu d'autres politiques. Pour éviter que de nouvelles contraintes ne viennent obérer la croissance, le rapport propose de poursuivre le programme de consolidation budgétaire, en portant le déficit budgétaire à 3 pour cent et le ratio de la dette publique à au moins 65 pour cent du PIB d'ici à 2008; de réduire les taxes portuaires et le prix des traversées du détroit de Gibraltar; de finaliser et mettre à exécution le programme anticorruption

appuyé par une commission indépendante; d'appliquer de nouvelles mesures pour adapter les financements abondants disponibles aux PME, y compris en appliquant l'allègement des pré requis de garanties et collatéraux; et de développer un cadre contractuel entre le gouvernement, les universités et les centres de formation professionnelle afin de faire progresser le taux d'obtention des diplômes. Parmi les mesures relatives à l'amélioration du climat des affaires, le CEM propose la création d'un identificateur unique pour chaque entreprise; l'élaboration d'un système d'information sur le crédit; le renforcement de l'application des décisions de justice; et des mesures pour faciliter l'accès des entreprises au parc immobilier. Enfin, parmi les politiques de promotion de l'emploi et des conditions de travail, le CEM ajoute à ses propositions de modération des salaires des incitations à l'embauche des demandeurs d'un premier emploi et des femmes par une réduction temporaire du salaire minimum; l'introduction à terme d'un programme d'assurance chômage; et la réforme du système de sécurité sociale en vue de réduire la part de la pension dans le salaire brut actuellement trop élevé, tout en renforçant les mécanismes de cotisations volontaires.

Il n'existe pas de remède miracle pour remédier aux contraintes à la croissance et à l'emploi au Maroc, le rapport encourage donc l'approche globale, couplée à un échelonnement approprié d'une stratégie de croissance. Ceci signifie qu'il faut envoyer d'emblée des signaux forts au secteur privé tout en remédiant aux défaillances des politiques économiques. En parallèle, des réformes institutionnelles doivent être menées, dont les résultats se feront sentir à moyen terme. La Banque Mondiale reconnaît la complexité de cette démarche d'élaboration d'une vision pour le Maroc. Aussi continuera-t-elle à proposer son appui aux autorités du pays pour la conception et le développement de ce qu'elle considère être la première des priorités du programme de développement du Maroc.

1. Durant la période 2000-2004 :

Au lieu de 5% initialement retenu, le taux de croissance moyen de la période quinquennale en deçà de 4% par an

Les axes stratégiques du plan 2000-2004 se sont articulés autour de la réalisation d'une croissance économique forte et créatrice d'emplois, à travers la mise à niveau de l'économie nationale et la promotion de l'investissement productif ; du renforcement du développement humain en accordant un intérêt particulier à la valorisation des ressources humaines, au développement social, à la réduction des disparités sociales et au développement du monde rural ; et la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat pour une gestion efficace du développement.

La stratégie du Plan (quinquennal) en matière d'atténuation des déséquilibres du marché du travail, à moyen et long terme, repose sur une croissance économique forte et créatrice d'emploi. Celle-ci devait s'opérer dans le cadre de conditions macroéconomiques et institutionnelles permettant de promouvoir l'investissement privé et la mise en place d'un ensemble de mécanismes de renforcement des compétences, d'intermédiation et de formation-insertion.

• Le Programme Action Emploi :

Le plan emploi jeune dit programme Action Emploi crée les conditions d'émergence des emplois, en particulier PME-PMI, notamment en réhabilitant un cadre juridique flexible par l'emploi : Les recrutements des jeunes se font dans le cadre de la loi 16/93 qui permet de

recruter pendant 18 mois avant titularisation définitive. La réelle innovation consiste en fait à constater l'écart existant entre les qualifications présentes sur le marché du travail et les besoins des entreprises.

Le Gouvernement consacre la formation professionnelle comme une base de la politique d'emploi.

Consécration du rôle de l'OFPPT : Cette agence est vue comme une future société de services qui présentera des prestations d'ingénierie de l'emploi au profit des entreprises (identification des postes, des candidats, ...) et de soutenir (conseils, insertion, formation, intermédiation, ...) à la réinsertion des demandeurs d'emploi.

L'inflexion stratégique de 1997/1998, consacre par conséquent la formation professionnelle comme vecteur d'employabilité des demandeurs d'emploi au profit du développement de l'entreprise. (Pages 5, 6 et 7 du document)

Double optique :

- **Premier emploi des Jeunes.**
- **Formation en entreprise** (les pouvoirs publics avec le soutien du patronat introduit des mesures incitatives à toutes les entreprises disposant d'un plan de formation et qui bénéficieront d'un soutien financier sans limite à hauteur de 70 % des dépenses engagées.)

- **Plan Azur :**

Le Maroc a décidé d'ériger le tourisme en priorité nationale, pour construire l'assise de son développement, du fait de la capacité de ce secteur à entraîner une dynamique globale de croissance dans l'ensemble de l'économie. Nous recevons aujourd'hui 2,5 millions de touristes internationaux. L'objectif est d'en recevoir 10 millions à l'horizon 2010. Une dizaine de bassins d'emplois et de croissance ont été définis à travers le Maroc. L'objectif est de stopper l'exode rural vers les grandes villes puis l'émigration vers l'Europe.

C'est pour tirer le meilleur parti des atouts du Maroc en matière de tourisme qu'un contrat de programme a été mis en place entre le Royaume du Maroc et les opérateurs de l'industrie touristique, en juillet 2001. Il s'agit à la fois d'assurer une intégration rapide dans l'emploi au vivier de jeunes, de permettre un développement endogène du monde rural et d'orienter la

structuration des autres activités économiques et industrielles du pays. Le tourisme constitue le véritable levier de croissance économique qui pourrait assurer à notre pays un dynamisme nouveau.

Parmi les principaux axes de cet accord-cadre : la création de 80 000 chambres additionnelles, dont 65 000 dans les stations balnéaires (plan Azur). Ce plan prévoit également la création de 600 000 emplois. Il doit entraîner un dynamisme de croissance (2,5 %), qui contribuera à atteindre l'objectif d'une croissance durable de 6 à 8 % par an. Il s'agit enfin d'installer le Maroc parmi les toutes premières destinations touristiques du bassin méditerranéen.

- **Plan Emergence :**

Avec ce programme Emergence, une politique industrielle « musclée », réalisée par le grand cabinet d'études McKinsey (rapport de 1800 pages), le Maroc espère avoir une croissance économique honorable. Si les mesures sont prises rapidement, elles porteront une valeur ajoutée de 53 milliards de DH et pourront créer plus de 250 000 emplois directs à l'horizon 2012 (donc +6% pour le PIB).

Définition des secteurs les plus porteurs = 12 filières et 77 branches compétitives.

Nécessité de capitaux importants : investissements nationaux et IDE. (Participation de la Banque Mondiale).

Le rapport propose de diversifier les débouchés du Maroc et de développer d'autres secteurs porteurs supplémentaires : le tourisme, l'offshoring, l'électronique, l'artisanat et l'aéronautique, secteurs vus comme « champions nationaux » en mesure de jouer le rôle de locomotive dans la stratégie d'ancrage mondial du Maroc.

(Note : si l'offshoring est une externalisation des services dans un pays géographiquement lointain, le nearshoring joue plutôt sur la proximité culturelle.)

UN ESPACE D'APPUI A LA CREATION D'ENTREPRISES : MOUKAWALATI

Le Programme National D'appui à la Création d'Entreprises « Moukawalati » est mis en place pour encourager les jeunes à créer leur propre entreprise.

CONDITIONS D'ACCES

Cibles :

- Les diplômés lauréats de la Formation Professionnelle

- Les diplômés de l'enseignement supérieur
- Les bacheliers

Conditions :

- Etre de nationalité marocaine
- Etre âgé entre 20 et 45 ans
- Porteurs de projet d'un montant d'investissement supérieur ou égal à 50.000 DH et inférieur ou égal à 250.000 DH

Deux personnes peuvent s'associer portant ainsi le montant de l'investissement du projet à 500.000 DH.

Le programme national d'appui à la création d'entreprises "Moukawalati" vise l'appui à l'auto-emploi par la création de 30.000 petites entreprises devant générer 90.000 emplois à l'horizon 2008, à travers des guichets qui seront créés auprès des centres régionaux d'investissement, des Chambres professionnelles et d'associations spécialisées dans les micro-crédits dans les différentes villes du Royaume.